

Afrique du Sud et Danemark : pour le label des produits sous occupation israélienne



Un avis a été publié samedi par le ministère du Commerce et de l'Industrie d'Afrique du Sud qui annonce qu'Israël sera dorénavant tenu de marquer tous les produits venant d'une terre palestinienne avec le label « *Produit dans les territoires palestiniens occupés* ».

La déclaration du Département sud-africain du Commerce et de l'Industrie précise que le ministre « *exigera des commerçants en Afrique du Sud de ne pas étiqueter incorrectement les produits dont l'origine est le Territoire palestinien occupé (TPO) comme des produits d'Israël.* »

La question du label s'est trouvée relancée quand un journal danois a rapporté, dimanche, que les mêmes restrictions seraient appliquées au Danemark, quoique facultativement, pour les produits venant de Cisjordanie qui pourront être déclarés comme tel ou non.

La mesure « *montre clairement aux consommateurs que les produits sont travaillés dans des conditions que non seulement le gouvernement danois, mais aussi des gouvernements européens, n'approuvent pas. Il appartiendra aux consommateurs de savoir s'ils choisissent d'acheter ces produits ou non* », affirme le ministre des Affaires étrangères danois, Villy Sovndal, cité par le quotidien israélien *The Jerusalem Post*.

Les supermarchés danois auront la possibilité de choisir d'utiliser ou non ces labels. La raison de cette initiative danoise, selon Sovndal, est de permettre aux consommateurs de faire la différence entre les produits venant d'Israël et ceux venant des « colonies illégales », indique *The Jerusalem Post*. Cette mesure est destinée à appuyer la notion de « solution à deux États », dit Sovndal.

De même, le ministre du Commerce sud-africain, Rob Davies, a déclaré la semaine dernière que la mesure visait à aider « les Sud-Africains qui... soutiennent les Palestiniens à identifier ces produits ».

Les deux États, cependant, insistent sur le fait que ces mesures ne veulent pas soutenir un boycott des marchandises israéliennes, mais seulement des produits venant des territoires occupés après 1967, quand les troupes israéliennes ont envahi et occupé de nouveaux territoires en Palestine, Égypte et Syrie.

L'AFP cite le directeur pour la politique et la législation commerciales au ministère sud-africain du Commerce et de l'Industrie, Macdonald Netshitenzhe, disant que « pour l'instant, il n'y a aucune décision. Mais les gens doivent savoir que l'Afrique du Sud reconnaît Israël à l'intérieur des frontières de 1948 des Nations-Unies ».

La décision indigné les responsables israéliens. On s'attend à ce que l'envoyé d'Afrique du Sud en Israël soit bientôt convoqué pour explication.

La décision sud-africaine « n'est pas une opposition politique aux colonies, (elle est) plutôt un acte visant à pointer du doigt un État par un système spécial de marquage basé sur des critères nationaux et politiques. Par conséquent, il s'agit par essence d'une décision raciste » selon le porte-parole du ministère des Affaires étrangères israélien, Yigal Palmor, cité par l'AFP.

Qui ajoute : « Il est choquant de penser que c'est l'Afrique du sud, de tous les pays, qui aura exhibé une telle inhumanité, et avancé aveuglément sur la pente glissante du racisme ».

En avril, une importante coopérative de consommateurs britanniques a pris la décision d'étendre son boycott, déjà appliqué, à tous les produits d'Israël venant de Cisjordanie. Le groupe Co-operative, la plus grande société mutuelle du

Royaume-Uni, et la cinquième dans le détail alimentaire, a décidé de cesser de commercer avec tout fournisseur s'approvisionnant dans les colonies israéliennes.

La Co-op soulignait également, cependant, qu'elle ne boycottait pas le commerce avec Israël lui-même. Le quotidien britannique *The Guardian* rapporte que la Co-op « *insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un boycott israélien, et que ses contrats se poursuivront avec les autres entreprises, à l'intérieur d'Israël, qui peuvent garantir qu'elles n'exportent pas depuis les colonies illégales* ».

Peu après la décision de la Co-op, un débat à la conférence générale de l'Église méthodiste unifiée du Royaume-Uni (UMC) a considéré le désinvestissement des entreprises israéliennes opérant en Cisjordanie comme une importante source de conflit. L'UMC n'est pas parvenue à décider du boycott des sociétés Caterpillar, Hewlett-Packard et Motorola Solutions, « *parce qu'elles fournissent des produits utilisées par l'armée israélienne dans son occupation des terres palestiniennes* ». Malgré le vote de la Conférence générale contre le désinvestissement, le mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) a salué l'appel au boycott par certains mouvements à l'intérieur de l'UMC, disant que « *cela ouvrirait le chemin pour de nouvelles actions par l'Église pour qu'Israël ait à rendre des comptes pour son régime colonial et d'apartheid* ».

Osman El Sharnoubi – Ahram.org

Voir aussi cette décision récente :

Un syndicat d'étudiants au Royaume-Uni appuie les initiatives de boycott sur les campus – Blog de Ben White – sur The Electronic Intifada – 21 mai 2012

20 mai 2012 – Ahram.

traduction : JPP

Un syndicat d'étudiants au Royaume-Uni appuie les initiatives de

boycott sur les campus

Ben White – E.I

Après la décision de l'Afrique du Sud d'interdire d'étiqueter les produits des colonies israéliennes avec le label « Produit d'Israël », en raison de l'illégalité des colonies, et après le Danemark et l'Irlande qui ont commencé à discuter sur le même point, le Syndicat national des étudiants du Royaume-Uni, représentant quelque 7 millions d'étudiants, a voté cette motion pour le boycott de la société israélienne Eden Springs.

La semaine dernière, le ministre des Affaires étrangères irlandais a également menacé Israël d'une interdiction total des produits de ses colonies, s'il continuait la colonisation de la terre palestinienne.

(voir IrishTimes)

Omar

omar.barghouti@gmail.com

Lettre d'Omar Barghouti du 22 mai 2012

Le Conseil exécutif national du Syndicat national des Étudiants (NUS) a adopté à l'unanimité une proposition mandatant l'instance à coopérer avec les syndicats d'étudiants pour faire pression sur les universités afin qu'elles annulent leurs contrats avec Eden Springs (société israélienne de distribution de boissons en bureau).

La Recommandation 404 (p. 68 du PDF) décrit comment la société israélienne Eden Springs a monté une usine d'embouteillage sur le plateau du Golan occupé, et note le caractère illégal des colonies au regard du droit international.

La 404 se termine par le paragraphe suivant (surlignage par Ben White) :

La Conférence décide :

- *1 – de mandater le vice-président (société et nationalité) pour écrire au directeur général d'Eden Springs en lui exposant brièvement les objections du NUS à leur usine d'embouteillage installée sur le plateau du*

Golan et en lui demandant de la fermer ;

- *2 – pour le NUS, d’engager un dialogue constructif avec Eden Springs ;*
- *3 – de publier un guide pour les étudiants militant pour des achats éthiques, avec notamment une information sur Eden Springs et sur la meilleure façon de dialoguer avec leurs universités, collèges ou conseils municipaux, pour faire pression sur eux afin qu’ils rompent leurs contrats ;*
- *4 – de rechercher quelles universités et collèges ont des contrats avec Eden Springs et d’agir avec les syndicats locaux pour faire pression pour l’annulation de leurs contrats.*

Cette approbation officielle par le NUS d’une campagne de boycott sur les campus de l’ensemble du pays constitue un énorme succès pour tous les étudiants qui déjà militent activement contre Eden Springs. Du matériel sur Veolia et Eden Springs est aussi publié sur le site du NUS depuis janvier, et son Conseil exécutif national a déjà condamné la collaboration entre le King’s College London (KCL) et Ahava.

Un amendement à la Recommandation 404 proposant un total appui à l’appel BDS n’a pas – sans surprise – été voté (un fait derrière lequel les partisans d’Israël ont cherché à se cacher). Cependant, le sort qu’a connu un autre amendement, déposé par le syndicat de l’université de Leeds, est encourageant. Il cherchait à vider de son sens la proposition d’origine, en annulant :

- *3 – de publier un guide pour les étudiants militant pour des achats éthiques, avec notamment une information sur Eden Springs et sur la meilleure façon de dialoguer avec leurs universités, collèges ou conseils municipaux, pour faire pression sur eux afin qu’ils rompent leurs contrats ;*
- *4 – de rechercher quelles universités et collèges ont des contrats avec Eden Springs et d’agir avec les*

syndicats locaux pour faire pression pour l'annulation de leurs contrats.

Et le remplaçant par :

- *3 – de publier un guide pour les étudiants militant pour des achats éthiques, avec notamment une information sur Eden Springs et sur la meilleur façon de dialoguer avec leurs universités, collèges ou conseils municipaux, pour faire pression sur eux afin qu'ils engagent un dialogue constructif avec Eden Springs ;*
- *4 – de rechercher quelles universités et collèges ont des contrats avec Eden Springs et d'agir avec les syndicats locaux pour faire pression sur les universités pour qu'elles engagent un dialogue constructif avec Eden Springs.*

Mais cette tentative de faire dérailler la motion sur le boycott en indiquant ne s'en tenir qu'à « un dialogue constructif » (au lieu de rompre les contrats – ndt) a échoué. Les paramètres du débat ont vite évolué, laissant les lobbyistes d'Israël s'escrimer à s'adapter à la dynamique grandissante des militants qui se battent pour la justice.

21 mai 2012 – Blog de Ben White, publié sur The Electronic Intifada

Traduction : JPP